



**HCI**  
Haut Conseil  
pour l'Investissement

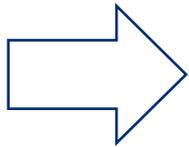


# 1ère session du Haut Conseil pour l'Investissement

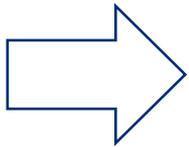
---

Sous le Haut Patronage du Président de la République,  
Chef de l'Etat

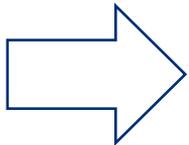




**Mot Introductif** du Premier ministre



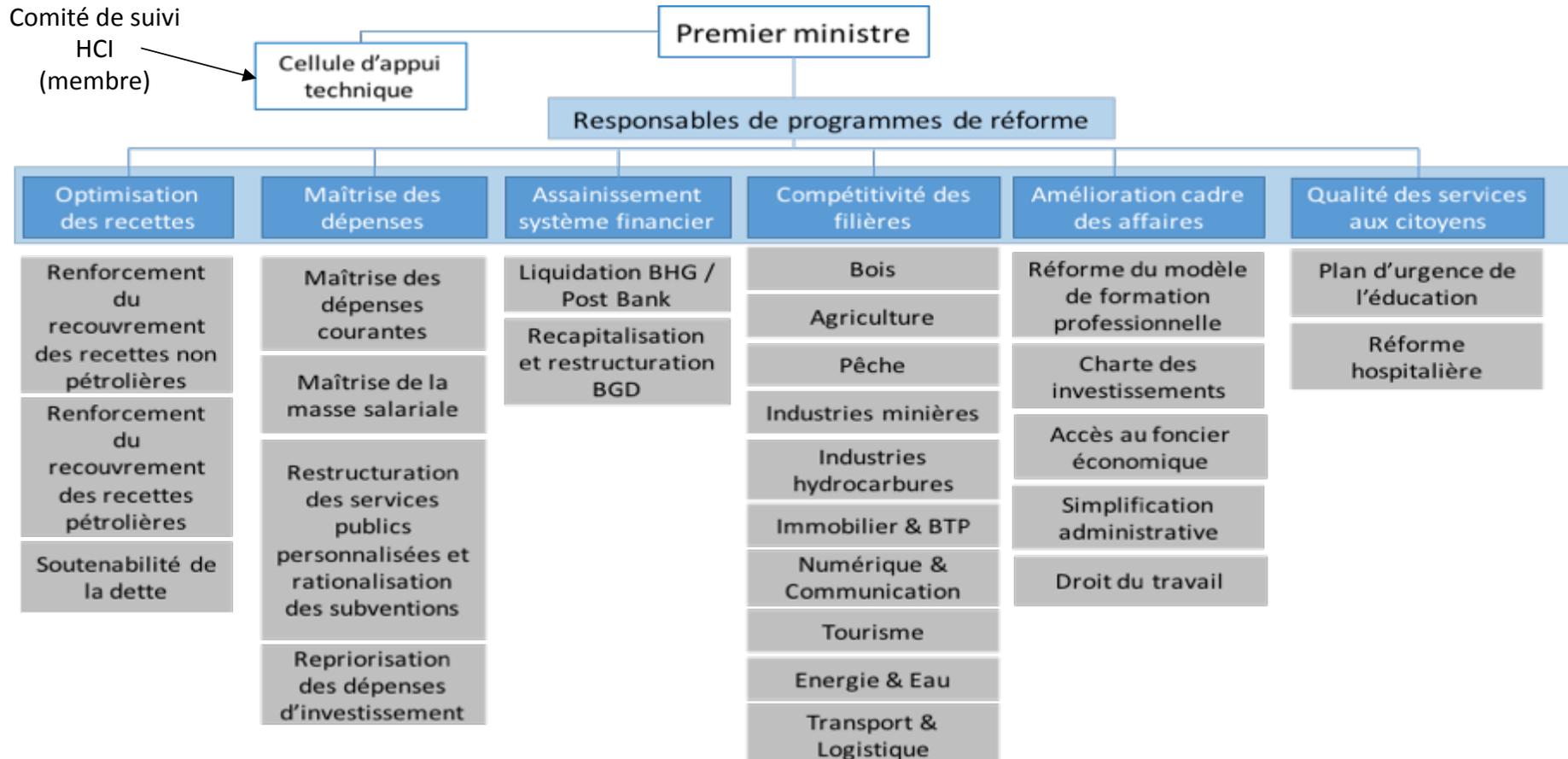
**Présentation du Plan de Relance de l'Economie**,  
par le Ministre de l'Economie, de la Prospective et  
de la Programmation du Développement



**Restitution des travaux préparatoires au Haut  
Conseil pour l'Investissement**, par le Ministre de la  
Promotion des Investissements privés, du  
Commerce, du Tourisme et de l'Industrie

# Le Plan de Relance de l'Economie, un dispositif piloté par le Premier Ministre avec une feuille de route triennale.

Pour chaque programme et thématique de réforme, une lettre de mission assignée par le Premier Ministre à un chef de projet clairement identifié. Une cellule d'appui technique présidée par le Ministre de l'Economie produit un reporting tous les 3 mois au Premier Ministre et 6 mois au Président de la République.



Plan de Relance de l'Économie  
2017-2019

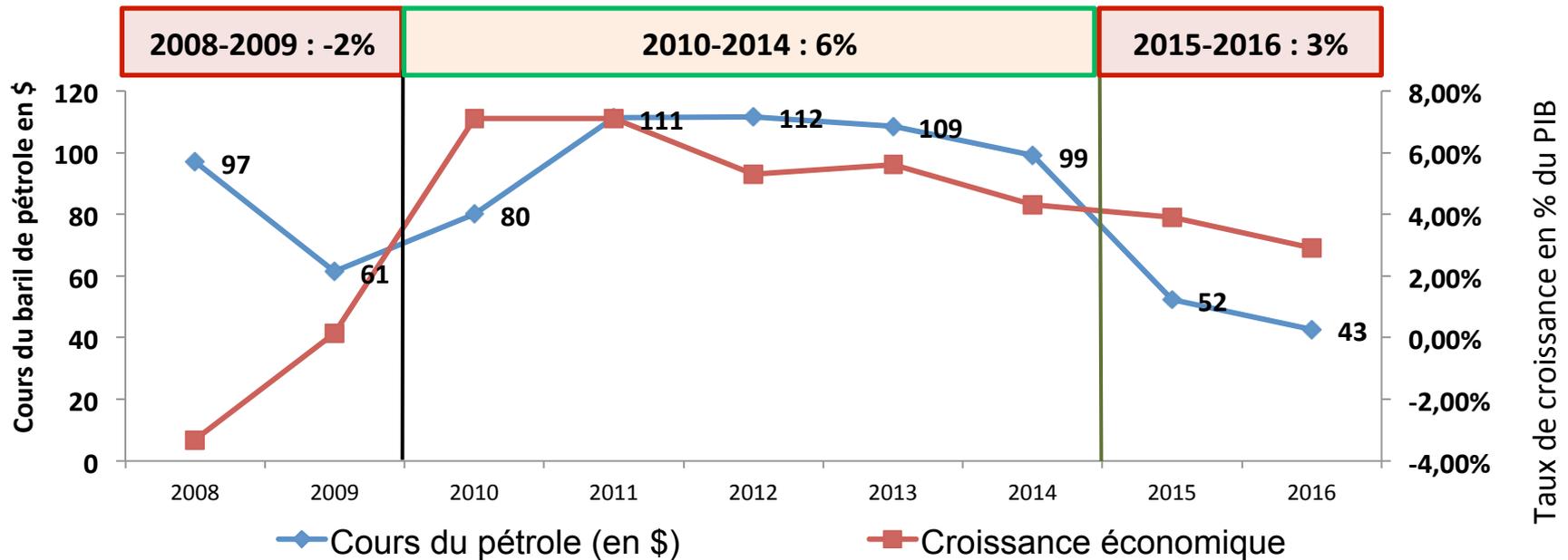
**GABON**  
VISION2025



Présentation du  
Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la  
Programmation du Développement

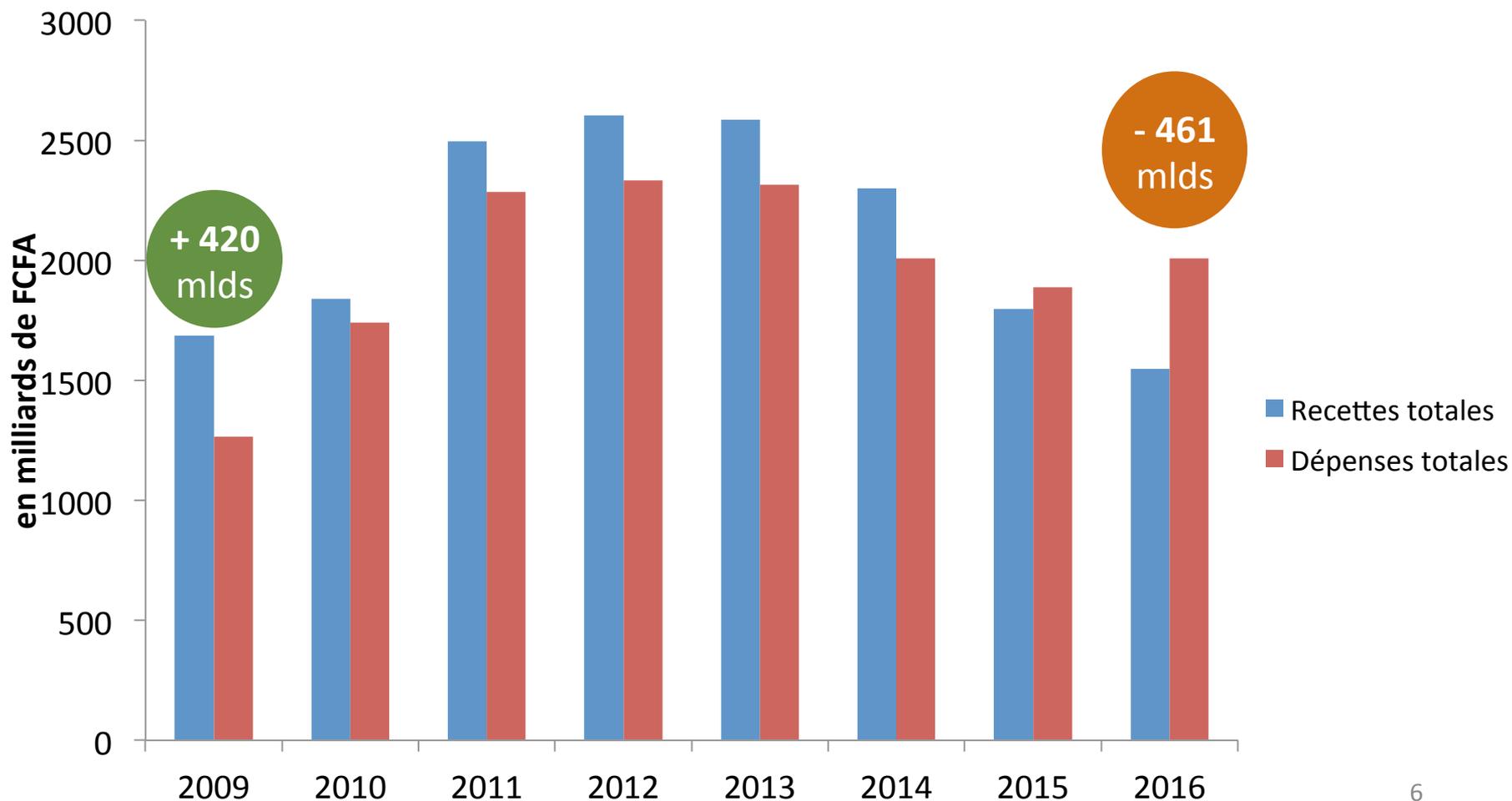
# L'économie Gabonaise a connu 5 années de croissance soutenue (6%), avant un ralentissement en 2014

Evolution du cours du baril de pétrole corrélée à la croissance du PIB (2008-2016)



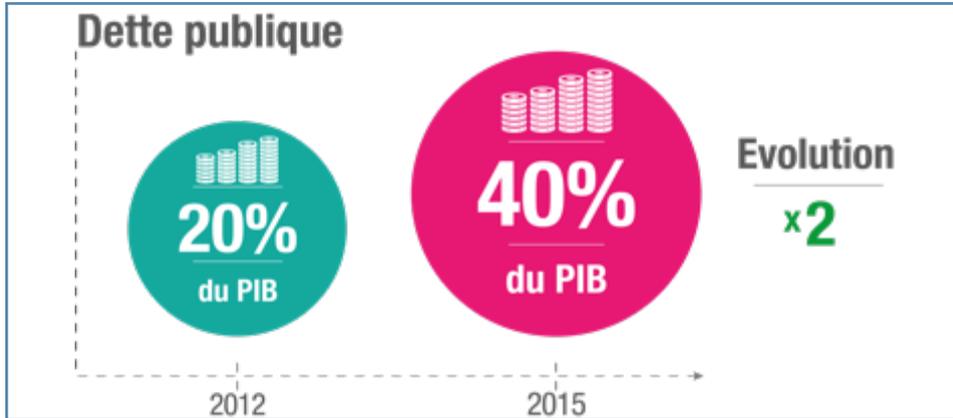
# L'équilibre des finances publiques s'est détérioré depuis 2015

Evolution des recettes et des dépenses publiques  
(2009 – 2016)

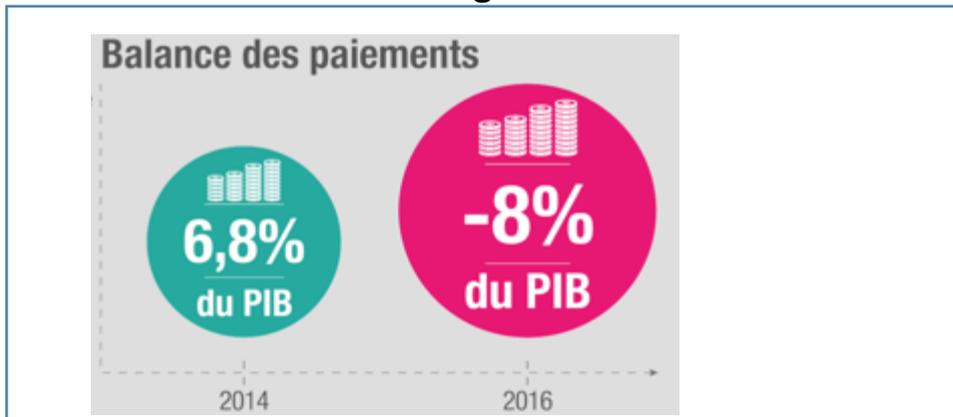


# Le ralentissement de l'activité économique a dégradé les grands équilibres

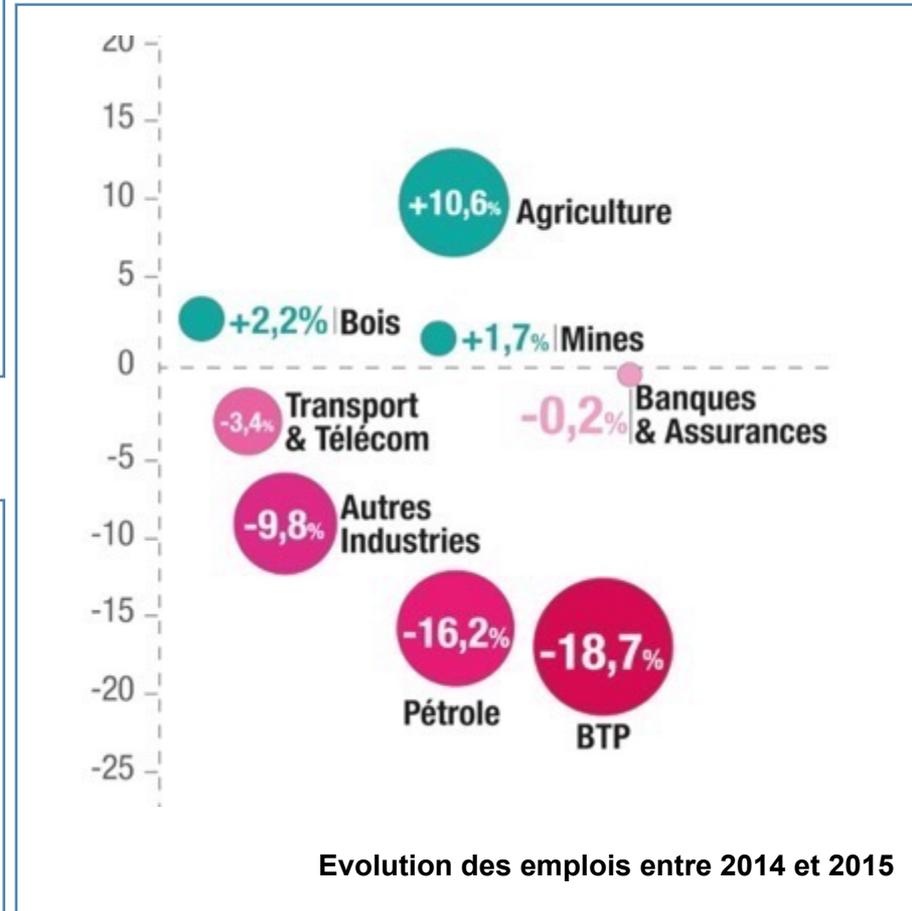
## La dette publique a triplé entre 2012 et 2016



## La balance des paiements, positive en 2014, s'est fortement dégradée en 2016



## Le secteur des BTP et du pétrole ont connu d'importantes réductions d'emplois



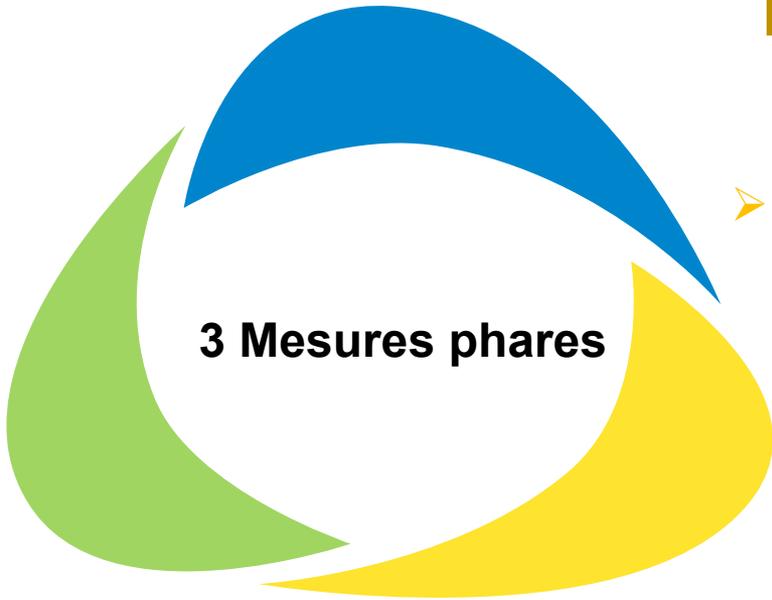
# Le Gouvernement a initié des premières mesures visant à résorber les déséquilibres

## Suppression des subventions sur les produits pétroliers

- **2015** : Suppression des subventions sur les produits pétroliers.

## Réduction des dépenses

- **2014** : Réduction de 50% les dépenses publiques d'investissements;
- **2015** : Réduction des dépenses budgétaires de 14% par rapport à 2014;
- **2015** : Réduction de 9% des dépenses en biens et services et de 21% des transferts et subventions.



### 3 Mesures phares

## Mise en place du fonds de stabilisation

- **2016** : Création du fonds de stabilisation des recettes issues de l'industrie extractive pour lisser les variations de revenus liés aux cours internationaux des matières premières (épargne du surplus pour compenser les périodes de baisse).



# Un plan de relance pour accélérer la transformation économique



GABON  
VISION2025

# Le Plan de Relance de l'Economie poursuit 5 grands objectifs

Déficit public : **< 3%**

Taux de croissance cible : **> 5%**

Dette publique : **< 40 % du PIB**

Créations d'emplois : **+ 30 000**

Solde Balance des paiements : **> 0**

## Principales hypothèses retenues pour le cadrage triennal

	2015	2016		2017				2018	2019	2020	2021
		Révisé janv 2017	Révisé (janv) /2015	PLF	Révisé Nov 2016	Rév janv- 2017	Rév Janv 17/janv 2016				
Production pétrolière (en millions de tonnes)	11,922	11,42	-4,2%	11,10	10,96	11,06	-3,1%	10,87	10,71	10,55	10,41
Production de pétrole (en millions de Barils)	87,028	83,35	-4,2%	81,03	80,02	80,76	-3,1%	79,34	78,15	76,98	75,96
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	48,1	40,3	-16,2%	40,0	45,5	43,0	6,6%	45,0	47,0	49,0	51,0
Exportation de manganèse (en milliers de ton)	3 905,8	3 360,7	-14,0%	4 587,0	4 587,0	4 387,0	30,5%	5 287,0	6 287,0	6 287,0	6 287,0
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	134,6	136,6	1,5%	110,5	137,0	137,0	0,3%	138,4	140,1	142,0	142,0
Production de l'Or (en tonne)	1,4	1,1	-25,4%	1,5	1,5	1,5	41,8%	1,5	1,5	1,5	1,5
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 161,0	1 250,0	7,7%	1 132,0	1 286,3	1 219,0	-2,5%	1 190,0	1 160,0	1 132,0	1 104,0
Production du gaz (en milliers de m3)	466,4	519,0	11,3%		565,2	565,2	8,9%	622,3	681,4	748,2	820,4
Prix de vente de gaz (\$USD/m3)	0,13	0,19	47,4%		0,17	0,17	-10,6%	0,21	0,24	0,25	0,30
Taux de change	591,0	593,0	0,3%	580,0	581,0	600,0	1,2%	600,0	600,0	600,0	600,0

- une baisse de **3,1%** de la production pétrolière en 2017;
- une hausse de **6,6%** du prix du baril du pétrole gabonais;
- une légère baisse de **1,2%** du taux de change par rapport à 2016.

# Résultats macroéconomiques attendus (2017 – 2019)

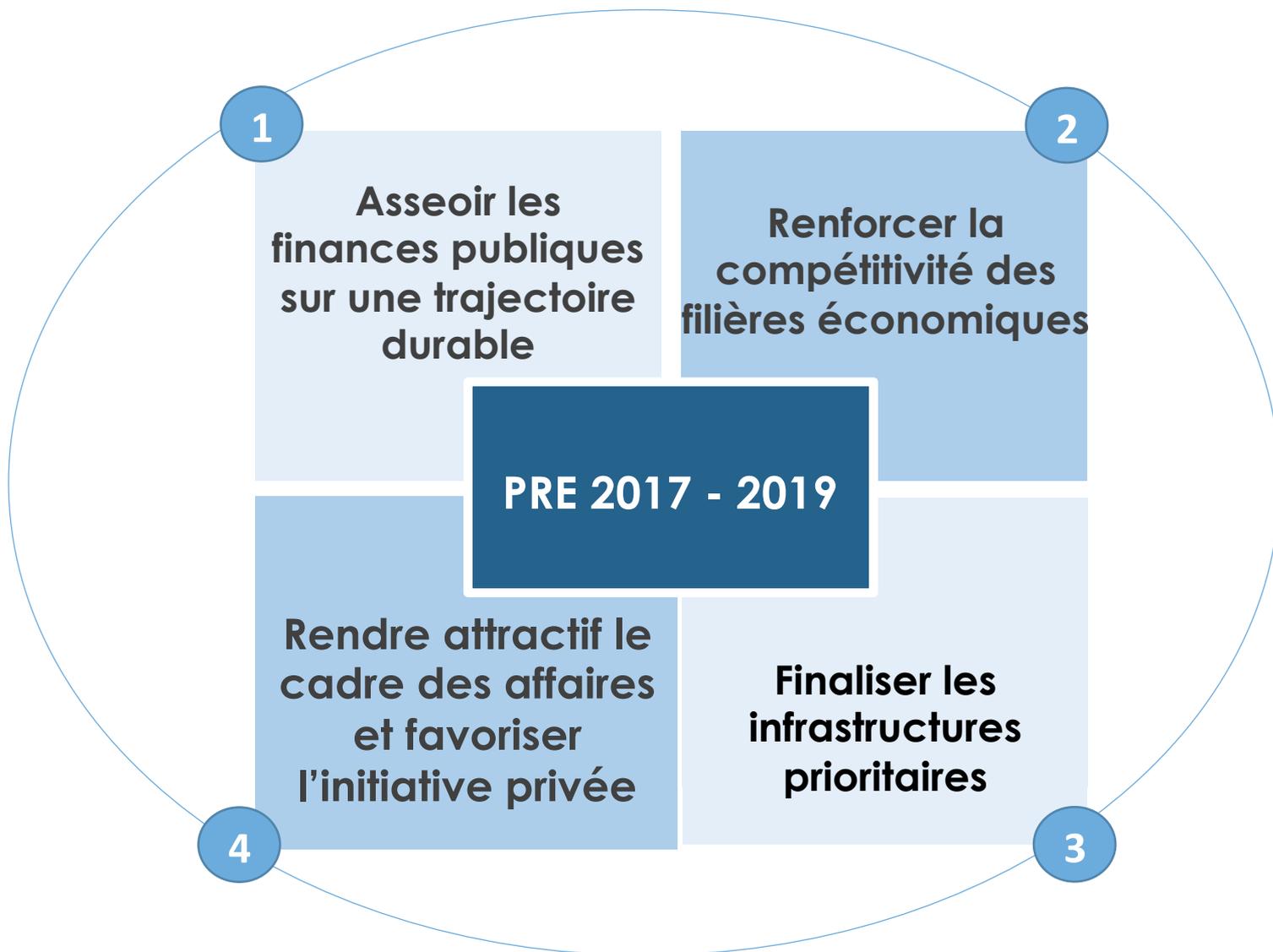
Croissance :



Evolution des  
composantes du PIB :

	2009 Une économie de rente	2016 Une économie en transition	2020 Une économie productive et diversifiée
 Pétrole :	25,8%	16,3%	15,6 %
 Mines :	1,4%	2,7 %	2,9 %
 Gabon Industriel :	23,2%	24,1%	25,3 %
 Gabon Vert: (agriculture, cattle industry, fishing, forest)	5,1 %	4,5%	6,5 %
 Gabon des Services :	36,8%	44,1%	41,6%

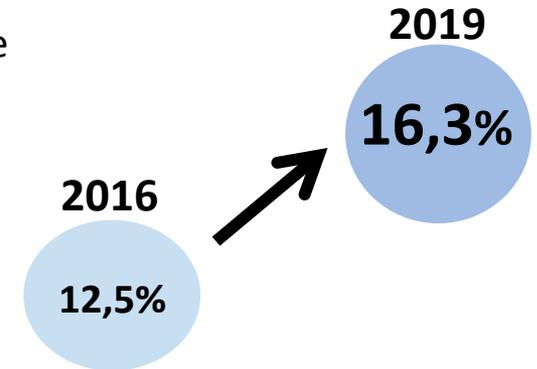
## 4 Orientations stratégiques pour atteindre les objectifs du PRE



## ✓ Renforcement du recouvrement des recettes non pétrolières

*Part des recettes non pétrolières dans le PIB*

- ✓ Mise en place d'un office des recettes (interconnexion Système d'information Impôts, douanes et Trésor)
- ✓ Guichet unique multimodal des douanes, suivi électronique et sécurisation des conteneurs
- ✓ Renforcement du contrôle interne
- ✓ Impôt sur le foncier



## ✓ Maîtrise des dépenses courantes et reprogrammation des dépenses d'investissement

- ✓ Fiabilisation du fichier de la solde des agents publics
- ✓ Mise à retraite systématique des agents ayant dépassé la limite d'âge
- ✓ Centrale d'achat des biens courants de l'administration (10% économies annuelles)
- ✓ Rationalisation des dépenses des baux administratifs
- ✓ Contrôle de performance et évaluation de la reconduction des subventions publiques aux agences, associations, coopératives, etc.
- ✓ Loi de programmation des dépenses publiques d'infrastructure 2017 - 2019

## ✓ Soutenabilité de la dette publique

- ✓ Apurement des arriérés de la dette intérieure
- ✓ Recours accru aux PPP pour les investissements prioritaires

## Mission 1

Accélérer le processus de restructuration des banques

- Restructuration de PosteBank
- Restructuration de la BGD
- Transfert des actifs sains de la BHG à la BGD
- Réflexion sur la mise en place d'une banque d'investissement

## Mission 2

Amélioration du dispositif de gouvernance et d'inclusion financière

- Promotion et encadrement des structures de microfinance
- Meilleure régulation des structures de change manuel et de transferts d'argent
- Ouverture du capital des entreprises
- Assouplissement des mécanismes de refinancement des établissements de crédit ... etc

## Mission 3

Mise en place d'instruments sains et adaptés au financement de l'économie

- Audits du FGIS, GOC, CDC, SEM et de la Société de Patrimoine du Service Public, de l'eau potable, de l'énergie électrique et de l'assainissement
- Opérationnalisation d'une Caisse de Refinancement de l'Habitat
- Suppression des fonds sectoriels n'ayant pas prouvé leur efficacité
- Réforme de la gouvernance et des modalités de financement du FNAS
- Mise en place d'une cellule PPP et renforcement des capacités de l'Etat dans la négociation et la gestion des PPP etc...

# Renforcer la compétitivité des filières économiques moteur de croissance (1/2)

## Forêt - Bois



## Agriculture



## Pêche



## Tourisme



## Mines



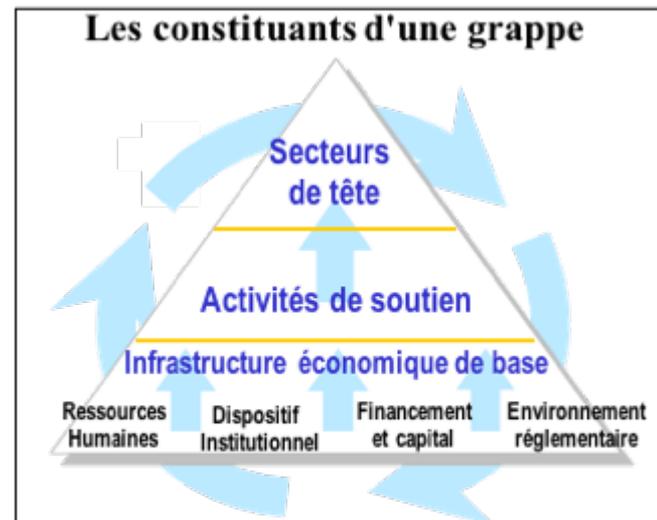
## Numérique



## Immobilier



## Hydrocarbures

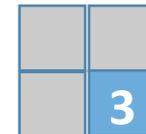


***Des équipes paritaires public-privé engageront un plan d'action commun de renforcement de la compétitivité des filières pour agir sur l'ensemble des constituants de la grappe d'activité et sur toutes les composantes de la chaîne de valeur.***

# Finaliser les infrastructures prioritaires



# 12 programmes d'infrastructures publiques prioritaires, pour consolider les fondements de l'émergence



Ces projets seront budgétisés dans la loi de programmation triennale des investissements en infrastructures publiques 2017 - 2019

## 1. Finalisation des travaux routiers prioritaires :

- Tronçons RN1
- Port-Gentil – Omboué
- Voies de contournement urbain de Libreville



## 2. Travaux de réhabilitation et d'entretien des pistes rurales



## 3. Travaux d'assainissement urbain et de dallage des voiries secondaires de Port-Gentil et Libreville



## 4. Travaux de réhabilitation du Transgabonais



## 5. Finalisation des travaux d'extension du port d'Owendo (GSEZ)



## 6. Programme de construction d'écoles et salles de classe à Libreville et Port-Gentil (AFD)



## 7. Travaux de construction de barrages hydroélectriques :

- Chutes de l'Impératrice (+80 MW)
- Ngoulmendjim (+73 MW)
- Dibwangui (+30 MW)



## 8. Programme national de construction d'établissements de formation professionnelle



## 9. Démarrage du réseau interconnecté national d'électricité



## 10. Aménagement des Zones d'Aménagement Concertées prioritaires de Libreville et Port-Gentil



## 11. Sécurisation de l'approvisionnement en eau de Libreville :

- Usine de traitement d'eau
- Canalisations



## 12. Programme de construction des centres de santé de proximité (AFD)

# Via le PPP modèle GSEZ, l'Etat et ses partenaires réaliseront des infrastructures clés pour la compétitivité pays



## Projets finalisés

ZES de Nkok



Terminal de vrac d'Owendo



## Projets en cours de travaux

Terminal multimodal d'Owendo



ZES de l'île Mandji



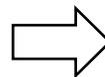
Canalisations d'eau et réseau d'électricité



Réservoir de stockage de carburant à Libreville

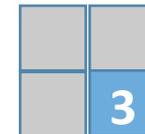


Projets avec études de faisabilité terminées



Nouvel aéroport de Libreville

## Des partenariats structurants seront noués pour lancer de nouveaux projets PPP



Quelques-uns des nouveaux partenaires financiers avec lesquels l'Etat Gabonais a engagé des discussions pour structurer des projets communs





**HCI**  
Haut Conseil  
pour l'Investissement



# Restitution des travaux préparatoires à la 1<sup>ère</sup> Session du HCI

---

Ministre de la Promotion des Investissements Privés, du Commerce,  
du Tourisme et de l'Industrie



# Le HCI : une démarche de dialogue et de coopération public-privé au service du Plan de Relance de l'Economie

Organes	Dirigés par:	Fréquence	Rôle
Haut Conseil pour l'Investissement	Président de la République	6 mois	Donner les grandes orientations en matière d'investissement et de compétitivité pays. Reporting tous les six mois par le Premier Ministre.
Comité Interministériel	Premier Ministre	3 mois	Fixer la feuille de route des réformes issu du dialogue public privé et en assure le contrôle de l'exécution
Comité de suivi	Ministre de la Promotion des Investissements	1 mois	Maintenir le dialogue public-privé et assurer le suivi des réformes
Cellules spécialisées	Secrétariat permanent (ANPI)	Continu	Proposer des réformes ou des actions au Gouvernement pour l'amélioration du climat des affaires

**300 opérateurs des secteurs public et privé ont pris part aux discussions sur les priorités de réformes et d'investissements**



Le HCI : une démarche de dialogue et de coopération public-privé inédite

***PARTENARIAT  
PUBLIC - PRIVE***

***CONFIANCE***

***RESPECT DES  
ENGAGEMENTS  
De l'Etat***



***Synergies***

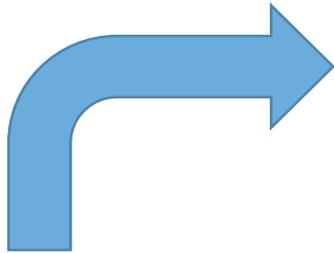
Dialogue public -privé

***Justice***

***COMPETITIVITE***

# Le HCI facilite l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Plan de Relance de l'Économie

Dialogue HCI



Compétitivité des filières		
Bois	Immobilier & BTP	Pêche
Agriculture (palmier à huile, hévéa, café et produits vivriers)	Mines (manganèse, fer, or, terres rares)	Industries hydrocarbures
Numérique		Tourisme

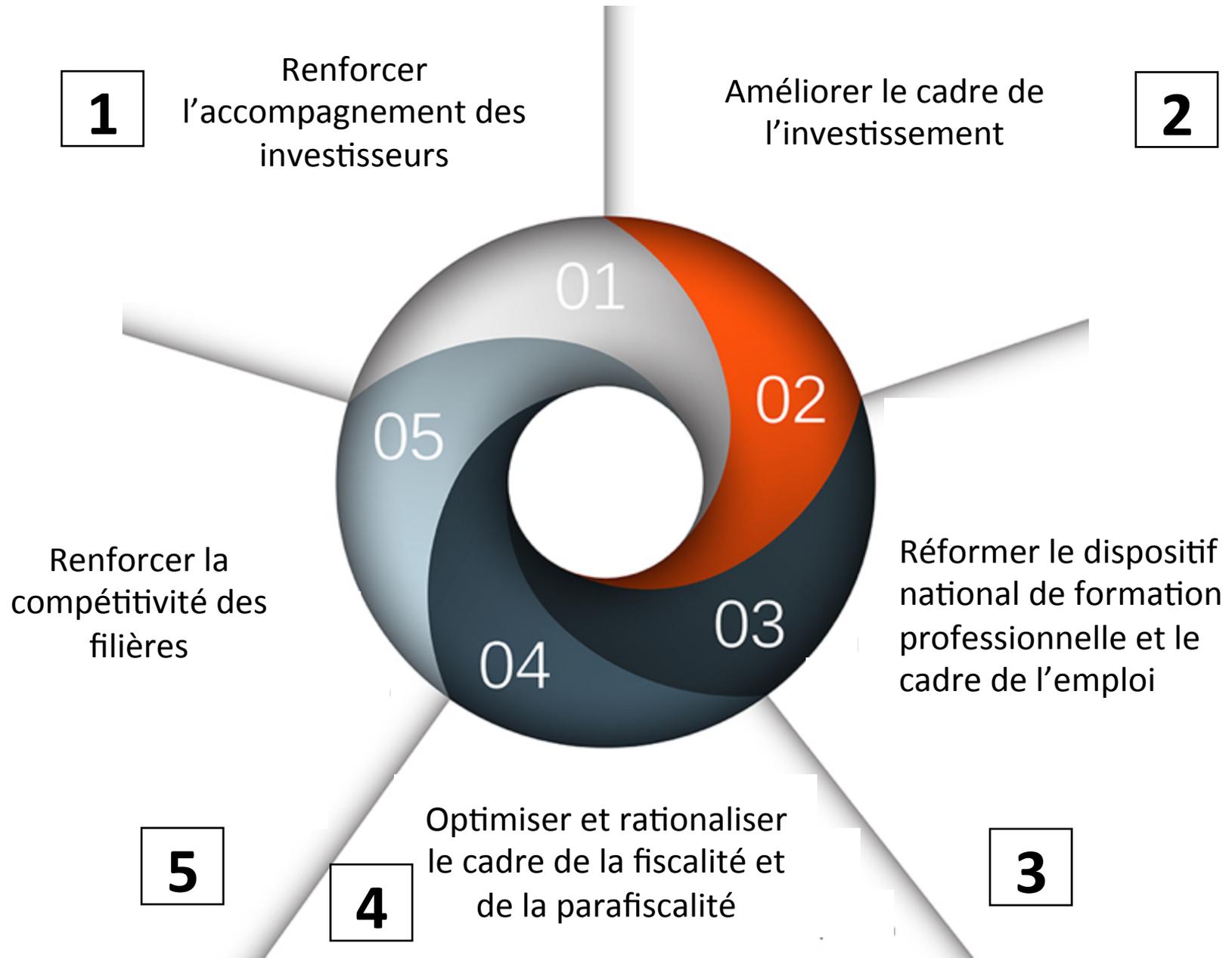
Amélioration cadre des affaires

- Charte des investissements et protection des investisseurs
- Réforme du modèle de formation professionnelle
- Accès au foncier économique
- Simplification administrative
- Droit du travail et Sécurité sociale



Dialogue HCI

# 5 axes de réformes pour renforcer l'initiative privée



# Renforcer l'accompagnement des investisseurs (1/3) : opérationnaliser le guichet unique

Mutualisation temporaire des moyens entre l'ANPI et le Guichet unique de Nkok, pour opérationnaliser dès mars un guichet unique pour tous les investisseurs internationaux



L'ANPI disposera de son siège en 2017 et étendra ces services à toutes les entreprises sur le territoire national

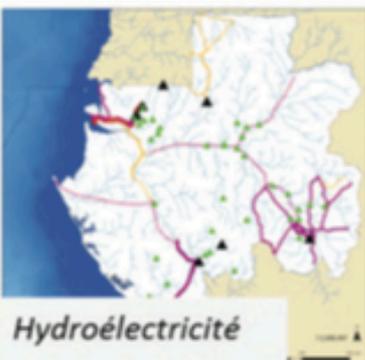
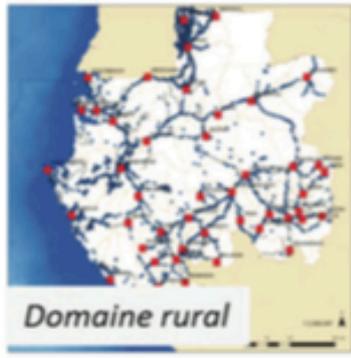
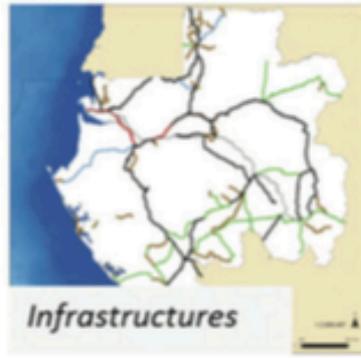
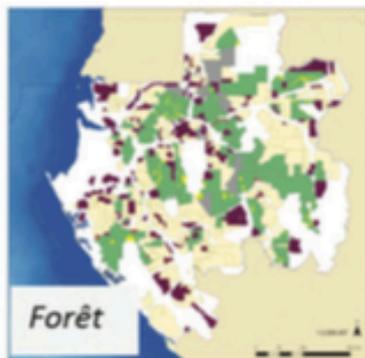
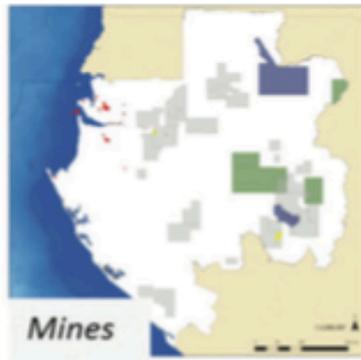
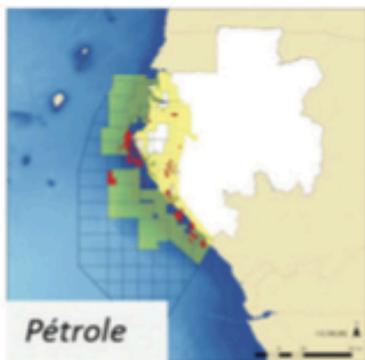
## Renforcer l'accompagnement des investisseurs (2/3) : simplifier les procédures administratives

Les réformes clés à mettre en œuvre pour impacter le classement  
2018 du Gabon au Doing Business :

- ✓ La mise en place d'un formulaire unique (ANPI, notaires et toutes les administrations) pour la création des entreprises ;
- ✓ La suppression de la double inspection (ANUTTC et Mairies) dans la procédure d'attribution du permis de construire
- ✓ Le report du paiement de la caution SEEG ou son remplacement de la caution par une garantie bancaire
- ✓ La mise en place d'un registre de suretés unique (RCCM, Conservation foncière, Domaine)
- ✓ L'opérationnalisation du centre de conciliation, de médiation et d'arbitrage de la chambre de commerce.
- ✓ Simplification des procédures d'agrément sectoriels (mines, transport, agriculture)

# Renforcer l'accompagnement des investisseurs (3/3) : faciliter l'accès au foncier économique

Axe  
1



Une **commission interministérielle de régulation de l'affectation du territoire**, se chargera de finaliser le **Plan National d'Affectation du Territoire**.

Elle aura pour rôle de **délimiter** et affecter le foncier économique (agricole, forestier, urbain à usage économique, urbain à usage social, etc.).

Les titres fonciers y relatifs seront produits de manière accélérée (courant 2017) et rendus disponibles aux investisseurs qui répondront aux critères d'éligibilité.

# Améliorer le cadre de l'investissement : (1/4) réformer le cadre juridique



Révision de la charte des investissements :

- Révision des incitatifs sectoriels (forêt, mines, pétrole) et amélioration de l'attractivité des investissements directs étrangers.
- Encourager l'investissement et le réinvestissement des entreprises locales



Promotion d'incitatifs pour les projets à caractère social (éducation, santé, logements sociaux, résidences estudiantines, maisons de santé etc.)



Loi sur le mécénat et parrainage / révision du régime fiscal du mécénat



Mise en place d'une commission chargée d'assurer le suivi des incitatifs accordés en termes de contre-parties sur l'investissement (suivi du cahier des charges des investisseurs)

# Améliorer le cadre de l'investissement : (2/4) financement de l'économie

Axe  
2

## Situation actuelle

Expatriation des bénéfices et de l'épargne nationale + Surliquidités des banques + Faible rémunération de l'épargne bancaire = Faible investissement des ménages et entreprises

## Réformes à mener

Application des règles CEMAC en matière de rapatriement et de domiciliation des recettes d'exportation + Révision des mécanismes de rémunération des placements avec la BEAC / Attractivité de l'épargne + Création de fonds de placement. = Fort investissement dans les projets à impact social



Structures sanitaires



Accès au logement social

# Améliorer le cadre de l'investissement : (3/4) mettre en place la cellule PPP



## Opérationnalisation de la cellule PPP :

- Adoption du décret d'application portant organisation de la cellule PPP
- Recrutement des experts qualifiés
- Définition d'une politique PPP et identification des projets éligibles aux PPP



## Séminaire de vulgarisation des PPP au Gabon :

- atelier de formation sur les PPP pour les membres du Gouvernement, acteurs publics et secteur privé

# Améliorer le cadre de l'investissement : (4/4) favoriser les PME nationales

Axe  
2

S'assurer que plus de 70% des marchés publics respectent la procédure d'appel d'offre concurrentiel, avec une clause de préférence nationale

Opérationnalisation de la bourse de sous-traitance et communication des opportunités aux PME gabonaises

Renforcement de l'appui financier aux PME

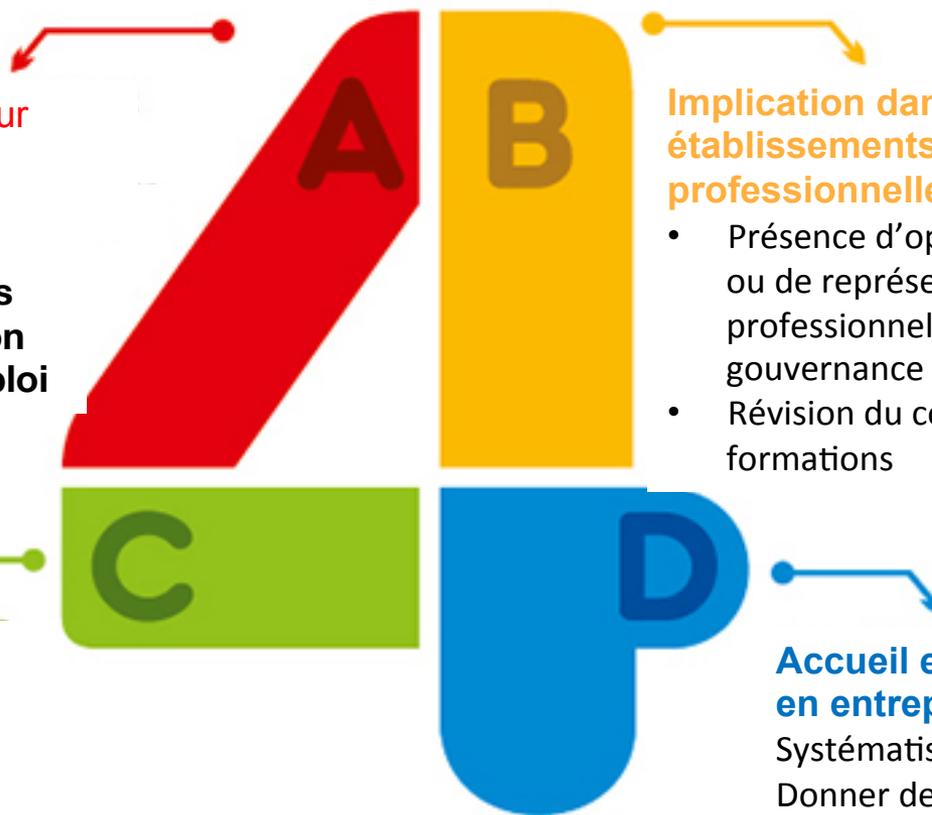
- ✓ Transparence et efficacité des procédures de passation de marchés publics.
- ✓ Obligations de sous-traitance pour les marchés dépassant certains montants qui sont généralement inaccessibles aux PME.
- ✓ Meilleure information sur les politiques effectives des autorités contractantes dans l'application de la sous-traitance et des préférences aux PME.
- ✓ Amélioration de l'information statistique sur la participation réelle des PME dans les marchés publics, directement ou par la sous-traitance.
- ✓ Offre de financement aux PME renforcée, pour soutenir leur croissance.

# Réformer le système de formation professionnelle et le cadre de l'emploi (1/3) : améliorer l'adéquation formation / emploi

Axe  
3

Financement par le secteur privé du dispositif de formation professionnelle (**Contribution Formation Professionnelle**) / **Fonds Mutuel pour la Formation Professionnelle et l'Emploi**

**Co-investissement avec l'Etat pour débloquer les chantiers bloqués**  
(Ex : Lycée de Bikélé, Ecole de Commerce de Port-Gentil, CFPP Agricole de Mouila, Ecole de Tourisme du Cap Esterias, Ecole de Bois de Bouée)



**Implication dans la gestion des établissements de formation professionnelle**

- Présence d'opérateurs du secteur privé ou de représentants d'association de professionnels au sein des organes de gouvernance des établissements
- Révision du contenu pédagogique des formations

**Accueil et tutorat des apprenants en entreprise**

Systématisation de formation duale. Donner des expériences pratiques aux jeunes apprenants et favoriser leur intégration au monde du travail.

**Modernisation du code du travail**



## Révision du code des impôts

- Restructuration de la commission chargée de revoir les avantages fiscaux
- Révision des incitatifs des codes sectoriels
- Révision des taxes sectorielles
- Révision de la TVA en vue de sa neutralité afin d'éviter les crédits de TVA



Rationalisation et centralisation des recettes fiscales (Office des Recettes)

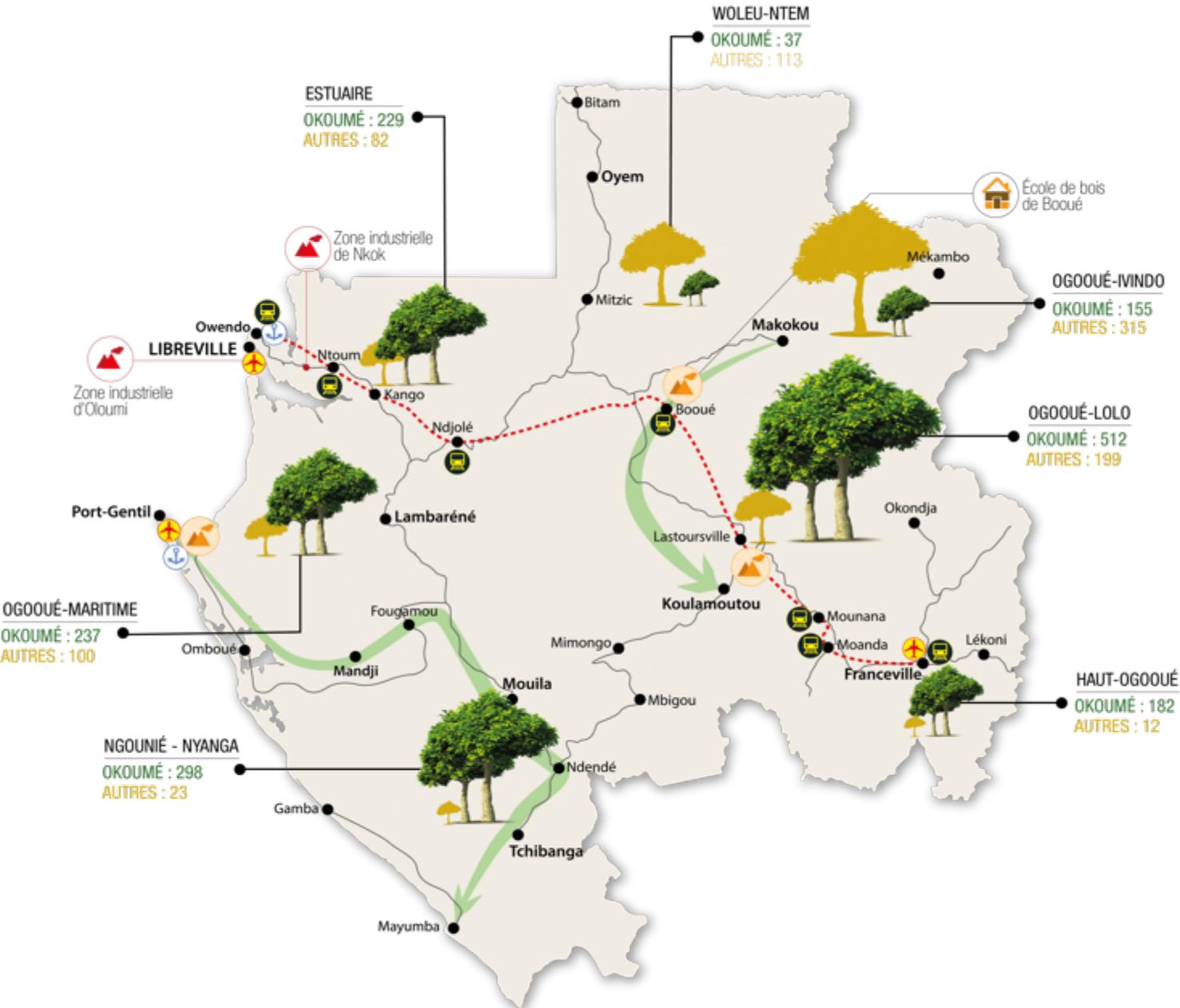


Rationalisation de la parafiscalité

# Compétitivité filière forêt-bois

Axe

5



## LÉGENDE

- Aéroport International
- Gare ferroviaire
- Port
- Zone industrielle
- Future Zone industrielle
- Chemin de fer
- Réseau routier principal
- Exploitation d'Okoumé
- Exploitation d'autres essences
- Ceintures du bois

## Propositions des réformes issues du HCI

### Cadre des affaires :

- ✓ Simplification et facilitation des procédures d'attribution des agréments et des permis forestier.
- ✓ Validation d'un Plan d'Aménagement Forestier National dans le cadre du PNAT et meilleure accessibilité de l'information sur les permis forestiers.
- ✓ Enlever les contraintes horaires de circulation des grumiers et renforcer le contrôle automatique de leur vitesse.
- ✓ Mise en place d'un système national de traçabilité du bois.
- ✓ Amélioration de l'approvisionnement du bois (Bourse du bois)

### Gestion efficace de la ressource naturelle :

- ✓ Rendre effectif le projet de contrôle d'aménagement forestier (CAF) sur toute l'étendue du territoire
- ✓ Redynamisation du projet de forêts communautaires
- ✓ Nécessité d'une approche par étape dans l'application des décrets sur le séchage et la deuxième et troisième transformation du Kévazingo et l'Ozigo.

### Fiscalité :

- ✓ Respecter le principe de l'unicité des caisses de l'Etat, avec un collecteur unique
- ✓ Mettre fin aux taxes sans bases légales et rationaliser la parafiscalité



## Proposition de PPP issu du HCI pour la filière bois

Photos du site de l'École du Bois de Booué



### La situation actuelle

- Une école de formation professionnelle entièrement financée sur fonds propres de l'Etat
- Gros œuvre terminé mais finitions, aménités (eau, électricité) et matériel pédagogique non réalisés
- Difficultés à mobiliser le budget pour opérationnaliser le site
- Faible implication des opérateurs de la filière dans le projet et le programme pédagogique

### Le projet PPP

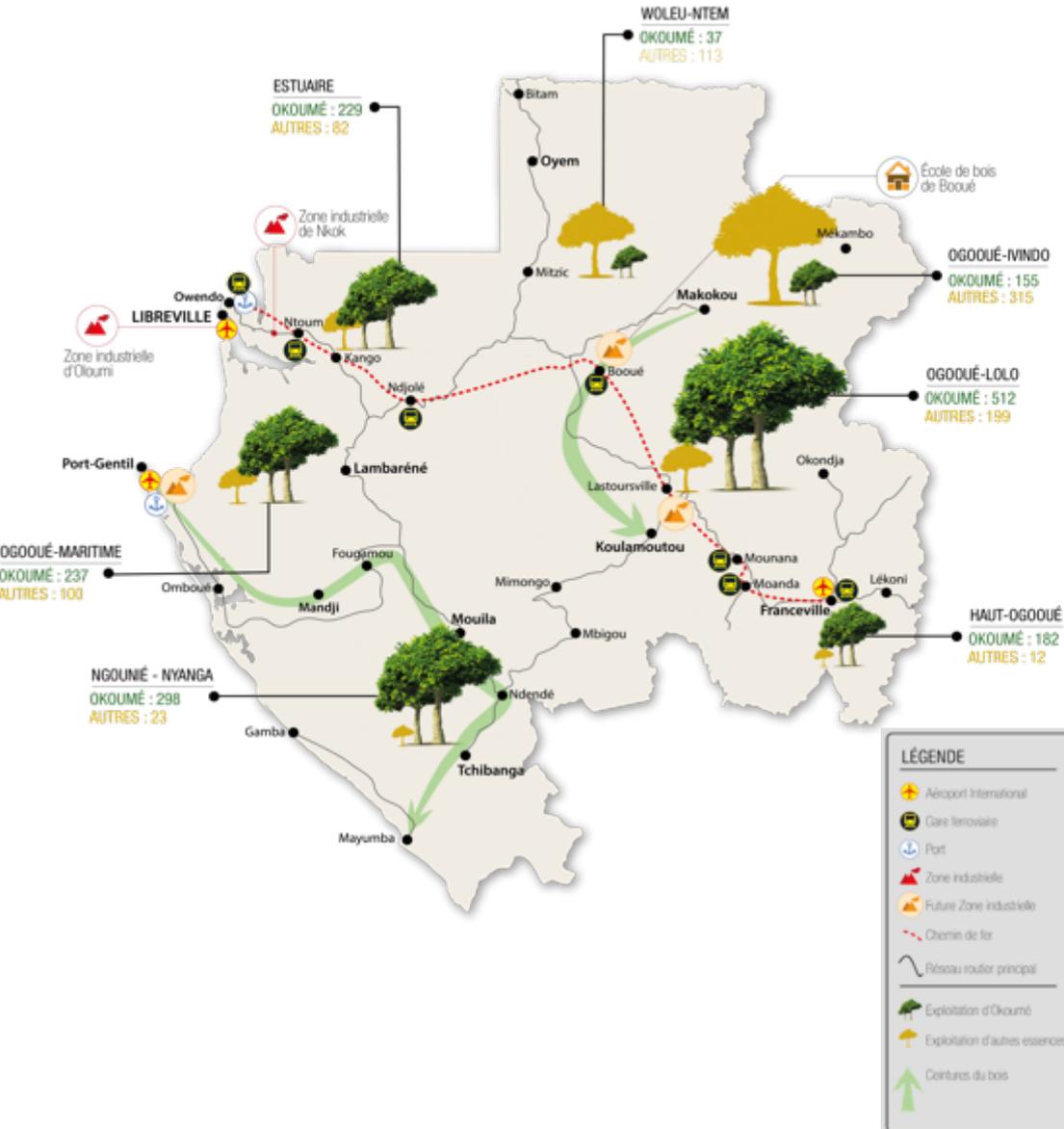
- Créer un GIE avec les opérateurs du secteur pour l'exploitation de l'école du bois de Booué
- Etat transfert son actif (foncier + bâtiments) et opérateurs complètent le financement de l'investissement
- Démarche groupée pour mobiliser à conditions préférentielles un prêt, au besoin.
- Implication des opérateurs dans la gestion, l'offre pédagogique et l'accueil en alternance des élèves formés.



## Une promotion des investissements beaucoup plus ciblée

### Enjeux :

- ✓ Convaincre des investisseurs à installer des parcs industriels (Domaines Industriels du Bois) dans les zones à forte ressource, pour des activités 1<sup>ère</sup> transformation (Booué, Lastourville) qui faciliteront la chaîne logistique nationale et amélioreront le rendement matière.
- ✓ Convaincre des opérateurs sur des segments non occupés de la grappe d'activité, pour valoriser par exemple les déchets du bois
- ✓ Convaincre de nouveaux investisseurs de 3<sup>ème</sup> transformation de s'installer à Nkok, suite à un approvisionnement sécurisé en ressource.



# Compétitivité filière agricole

Axe

5



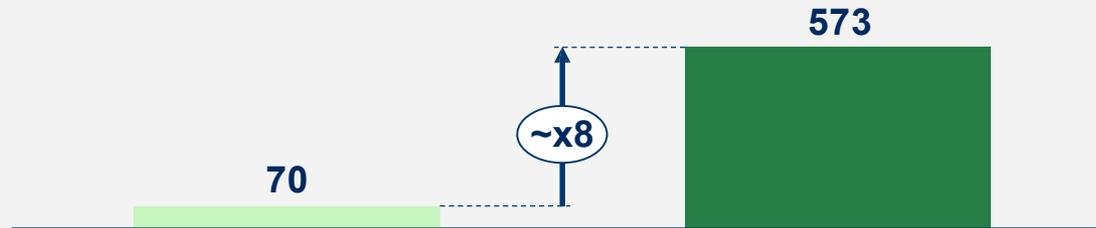
# Renforcer la compétitivité de la filière agricole (1/4)

Axe

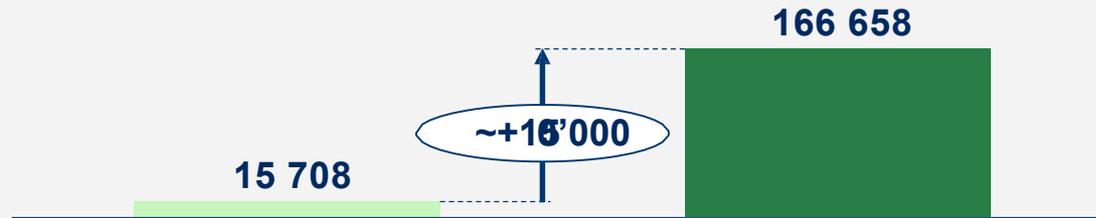
5

## Objectifs de la « grande offensive » agricole

**Surface cumulée des plantations au Gabon**  
(milliers hectares)



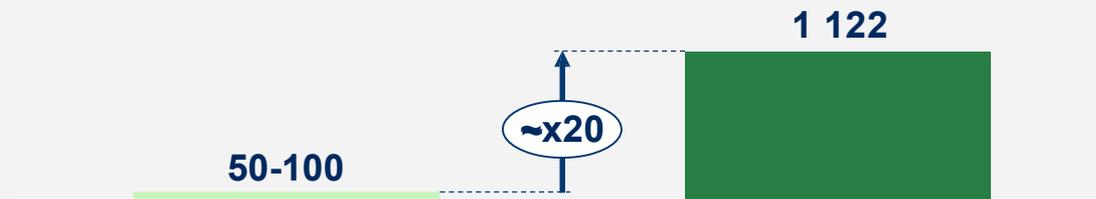
**Actifs cumulés dans le secteur agricole au Gabon**  
(nombre d'emplois\*)



**Importations alimentaires du Gabon**  
(US\$ m par an)



**Exportations agricoles du Gabon**  
(US\$ m par an)



2016

Objectif 2023

## Enjeu majeur : rendre disponible le foncier agricole

### Mesures sur le foncier :

- ✓ Délimitation du foncier agricole dans le cadre du Plan National d'Affectation du Territoire
- ✓ Campagnes d'enregistrement du foncier agricole périurbain

### Mesures sur le

- ✓ Financement du secteur agricole
- ✓ Déploiement guichet unique des entreprises dans les zones agricoles spéciales.

### Zone franche agricole type



- Parcelle agricole
- Infrastructure commune
- Route en latérite
- Système d'irrigation
- Guichet unique
- Capacité de stockage
- Intrants agricoles

### Format d'une zone franche agricole

- Taille totale de 8'000-10'000 Ha
- Subdivision en parcelles agricoles de 50-100 Ha chacune
- Parcelles préparées en amont pour les investisseurs et coopératives : terrains défrichés, routes en latérite, approvisionnement en eau
- Infrastructures communes mises à disposition (pas d'investissement requis pour les investisseurs, paiement en fonction de l'usage uniquement)
  - Guichet unique de l'Agriculture pour toutes les démarches administratives
  - Capacités de stockage (à température ambiante et réfrigéré)
  - Magasin d'intrants agricoles

Offre « prête à l'emploi » pour les investisseurs  
Capacité de démarrer immédiatement leurs opérations

## Projet PPP phare de la filière agricole



GRAINE est le principal projet PPP du secteur agricole, qui a pour but de faciliter l'accès au foncier agricole et l'encadrement technique de 20 000 agricultures, dans le cadre de coopératives.

La République Gabonaise s'est associée à Olam Gabon pour créer une *joint venture*, **SOTRADER**. **De nouveaux investisseurs rejoignent le tour de table de ce PPP.**

### Cultures d'exportation

	2016	2025
<b>Investment</b>	USD 90 M	USD 815 M
<b>Superficies</b>	4 200 HA	70 000 HA
<b>Production</b>	0	1,5 million tons

### Cultures vivrières

	2016	2025
<b>Investment</b>	USD 16 M	USD 507 M
<b>Superficies</b>	180 HA	8 000 HA
<b>Production</b>	16 612 Tons	155 660 Tons

# Compétitivité filières industrielles

(mines-métallurgie, agro-industrie, pétrochimie, matériaux de construction, etc.)

Axe  
5



# Renforcer la compétitivité des filières industrielles (1/3) : renforcer l'offre et baisser le coût du facteur énergie

Axe  
5

1 Construire un réseau électrique interconnecté national

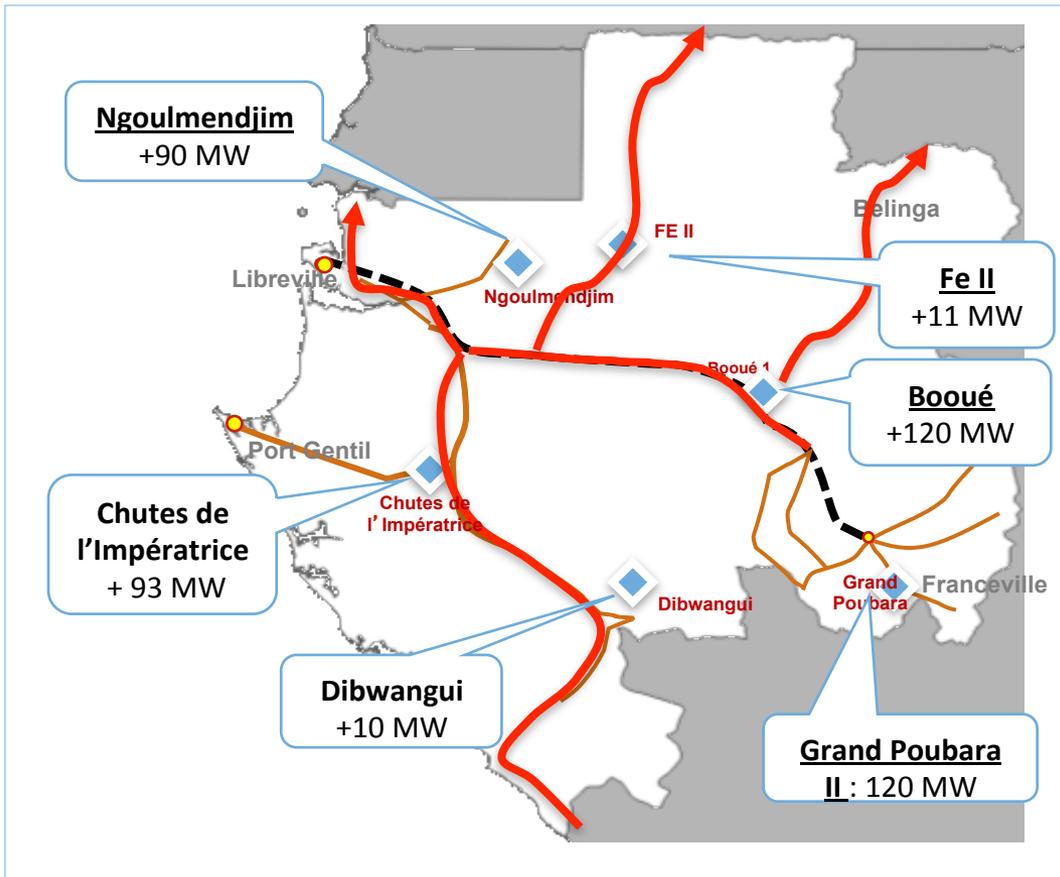
2

Renforcer la production d'énergie pour accompagner les besoins des industries.

- Nouveaux barrages en construction (+200MW) :
  - Ngoulmendjim
  - Dibwangui
  - Chutes de l'Impératrice

3

Mieux encadrer et réduire le coût de l'énergie pour les industriels



# Renforcer la compétitivité des filières industrielles (2/3) : favoriser l'écoulement des marchandises

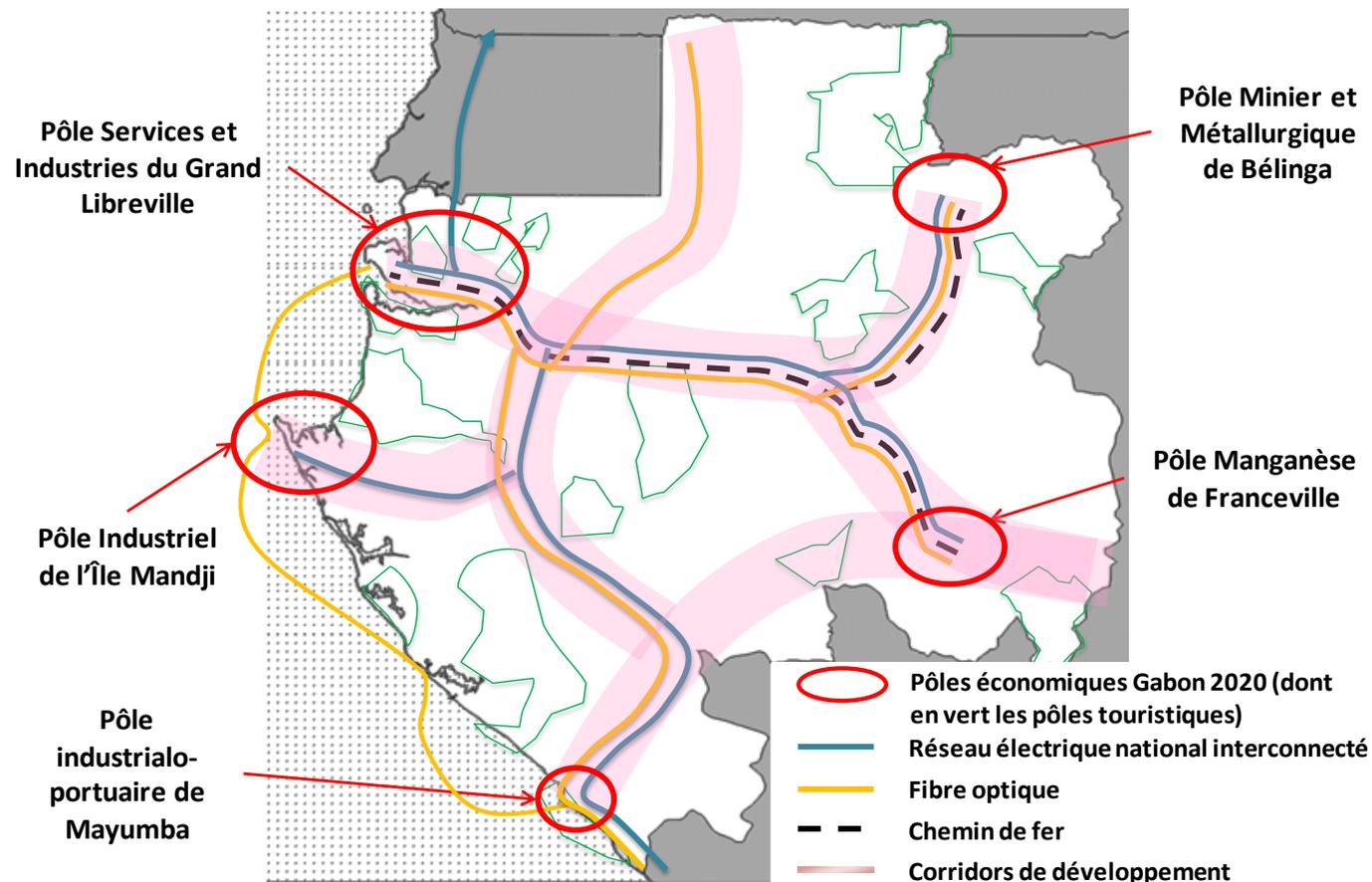
- ✓ Appui aux industriels pour l'écoulement de leurs marchandises en zone CEMAC & CEEAC :
  - négociations commerciales,
  - Négociations fiscales
  - Réduction des barrières non tarifaires
  
- ✓ Redynamisation de la cellule de suivi et de négociation des traités internationaux :
  - Redynamisation des traités existants
  - Négociations de nouveaux traités avec des pays ayant des marchés stratégiques pour les filières d'exportation.

# Renforcer la compétitivité des filières industrielles (2/3) : optimiser le réseau d'infrastructures de transport

Axe

5

Renforcer la logique du Schéma Directeur National des Infrastructures, pour mutualiser les réseaux de transport et les orienter en priorité vers les bassins d'activités économiques

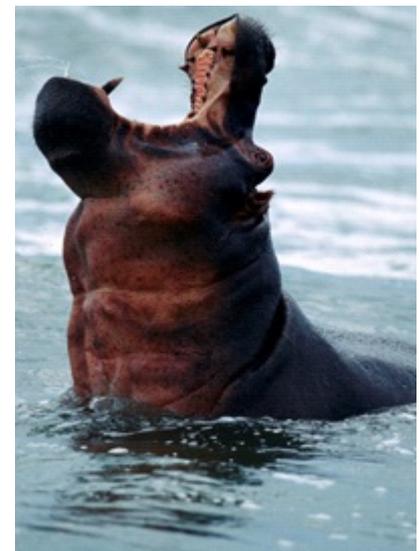
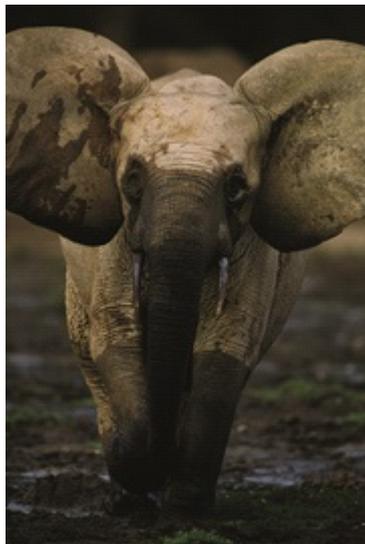


# Compétitivité filière tourisme



# Renforcer la compétitivité de la filière tourisme (1/3) : mesures phares

- ✓ Adopter le code du tourisme
- ✓ Renforcer la formation professionnelle initiale et continue, avec un plateau technique rénové
- ✓ Renforcer les standards sécurité et qualité des établissements
- ✓ Promotion et communication sur l'offre touristique nationale sur les segments :
  - Ecotourisme
  - Tourisme d'affaires
  - Tourisme évènementiel



# Renforcer la compétitivité de la filière tourisme (2/3) : créer un parcours intégrée d'offre d'écotourisme

Axe  
5



Construction en cours de 6 lodges de luxe pour créer une offre intégrée d'écotourisme

In two (2) phases

Phase 1 – 3 hotels

Phase 2 – 3 hotels

PHASE 1

PHASE 2

LIBREVILLE  
(2017)

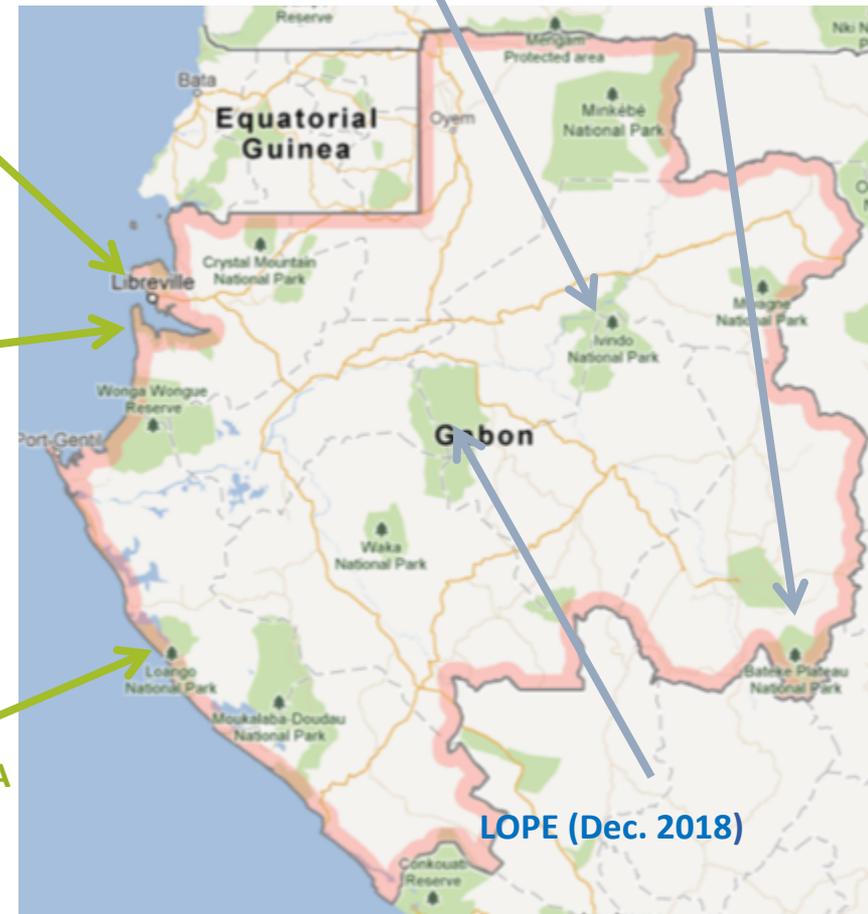
LIGHTHOUSE  
NGOMBE  
(2017)

MISSALA  
(2017)

KONGOU FALLS  
(Dec. 2018)

LENGUE  
(Dec. 2018)

LOPE (Dec. 2018)



Opportunité d'autres investissements privés sur ce segment

# Compétitivité filière transport & logistique

Axe  
5



## Logistique portuaire



- ✓ Revoir les coûts portuaires
- ✓ Accélérer la mise en place du guichet unique multimodal des douanes

## Transport routier



- ✓ Renforcement de la qualité et réduction des contrôles routiers
- ✓ Encadrement des prix du transport conténarisé
- ✓ RUR réaffectée au fonds routier pour l'entretien routier
- ✓ Prise en compte du facteur économique dans l'infrastructure routière
- ✓ Promotion des péages routiers

## Transverse transport & logistique

- ✓ Rationalisation des agences de contrôle de l'activité des transports
- ✓ Rationalisation de la parafiscalité

# Compétitivité filière numérique

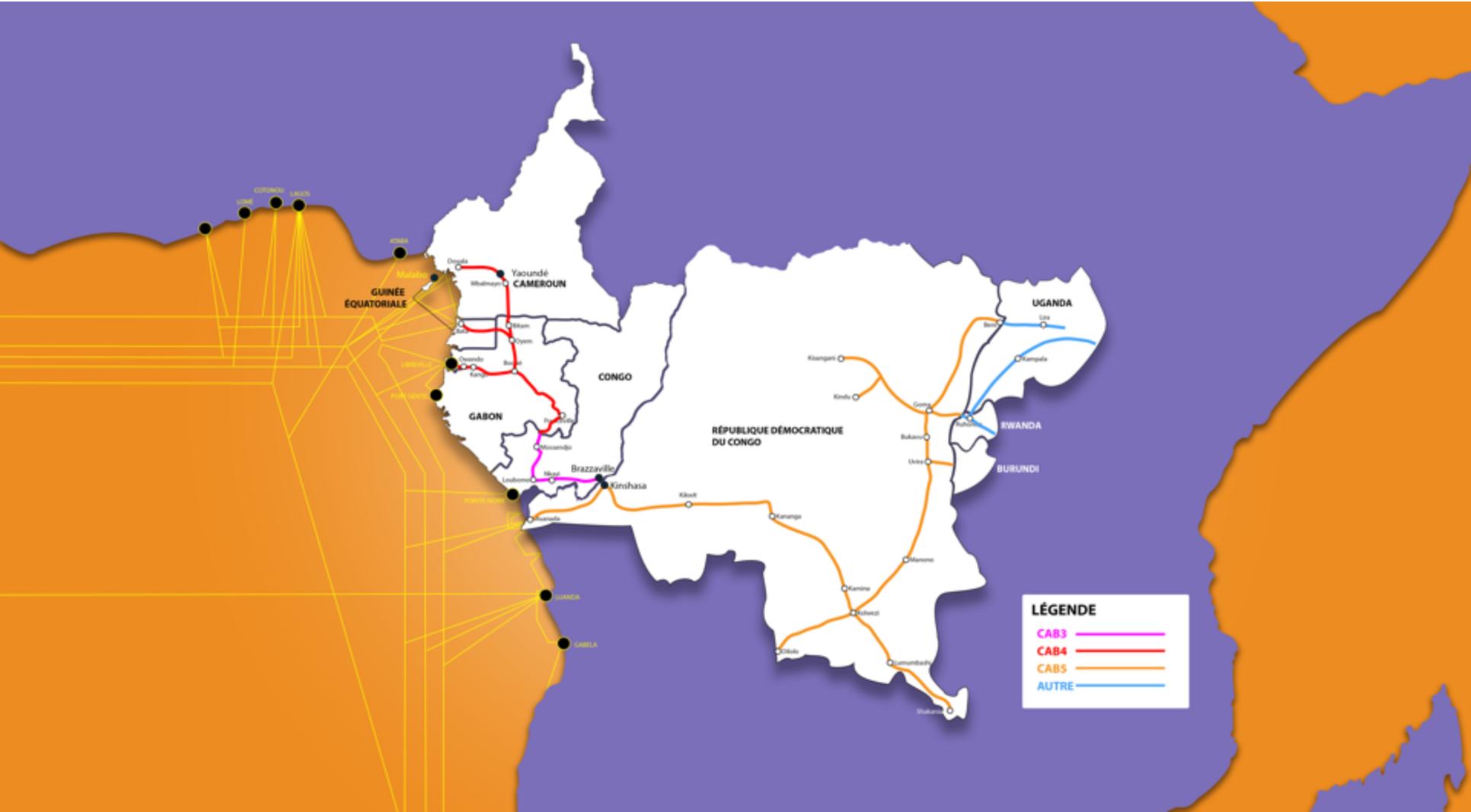


# Renforcer la compétitivité de la filière numérique (1/2) : les réformes

- ✓ Adoption d'un cadre législatif et réglementaire favorisant l'investissement dans le secteur numérique (dont incitatifs fiscaux)
- ✓ Simplification des procédures, transparence dans la régulation et la lutte contre la parafiscalité
- ✓ Mutualisation des infrastructures par le secteur privé
- ✓ Investissement dans l'éducation et la formation aux métiers du numérique

# Renforcer la compétitivité de la filière numérique (2/2) : l'infrastructure de fibre optique

Mailler le territoire national et rattaché le Gabon à l'Afrique et au monde





**Merci pour votre attention**

